L'Orient LE JOUR
mardi 6 octobre 2015 | N° 14456

Interview

« La crise de l'euro a amélioré ses perspectives en tant que monnaie internationale »

De passage à Beyrouth pour une table ronde tenue vendredi à l'USJ sur « Les enjeux actuels de la finance internationale », Benoît Cœuré, membre du directoire de la BCE, revient pour « L'Orient-Le Jour » sur le développement du rôle international de l'euro.

Propos recueillis par Cyrille NÊME

La crise qu'a connue la zone euro ces cinq dernières années a-t-elle entravé son statut international ?

Paradoxalement, alors que la zone euro a été frappé par deux crises successives extrêmement graves – d'abord celle des subprimes qui a révélé des failles importantes dans le système bancaire européen, puis celle dite de « la dette souveraine », qui a dévoilé les faiblesses de la gouvernance économique au sein la zone euro –, celles-ci n'ont aucunement entamé le pouvoir d'attraction de l'euro. Bien au contraire, les différentes dimensions de son utilisation internationale – comme monnaie de réserve, de facturation ou de financement – ont affiché une stabilité notable. À taux de change constants, la part de l'euro dans les réserves mondiales est ainsi restée globalement inchangée depuis 2007-2008. Son usage en tant que monnaie de facturation ou de règlement pour les échanges hors zone n'a pas non plus évolué sensiblement. Surtout, aussi du fait des taux d'intérêt extrêmement bas cette année, les emprunteurs internationaux ont de plus en plus utilisé l'euro comme monnaie de financement : par exemple, un quart des titres de créance émis en devises cette année au Liban l'ont été en euros et, en avril, le Mexique est devenu le premier État à émettre une obligation d'une durée de cent ans dans cette devise.

De fait, et c'est un autre paradoxe, alors que de nombreux analystes laissent entrevoir une plus grande multipolarité du système monétaire international, l'euro reste utilisé dans 20 à 25 % des échanges internationaux, solidement installé au deuxième rang derrière le dollar (50 à 60 %). Toutes les autres devises restent nettement en retrait, en dépit d'une progression notable du renminbi dans la facturation d'échanges internationaux, grâce au rôle moteur de la Chine dans ces derniers.

Benoît Cœuré. *Photo DR*

Contrairement à la plupart des autres devises, l'euro chapeaute dix-neuf économies hétérogènes et des intérêts nationaux parfois très divergents, comme l'ont par exemple rappelé les débats autour de la crise de la dette grecque. Cela demeure-t-il un handicap auprès des investisseurs internationaux ?

Il me semble que le maintien du statut international de l'euro pendant cette période est un signe de confiance des investisseurs sur la capacité de la zone euro à surmonter ses crises. En forçant la zone euro à renforcer sa gouvernance, il est même possible que cette « épreuve du feu » ait contribué à améliorer les perspectives de l'euro en tant que monnaie internationale.

Par ailleurs, sur le dossier grec, il y avait un réel consensus au sein de l'eurogroupe sur le fait que la Grèce devait respecter les règles du jeu de l'union économique et monétaire (UEM). Le fond du débat portait surtout sur la tension entre légitimité démocratique d'un gouvernement élu et celles de ses créanciers européens, qui ont également des comptes à rendre à leurs citoyens sur le devenir de leurs créances ou l'octroi d'un nouveau plan d'aide. Un accord a été trouvé en août et il est important que le nouveau gouvernement grec le mette en œuvre de manière volontariste pour rétablir rapidement la confiance et permettre à l'économie grecque de rebondir.

Cela dit, cette crise a aussi permis de mettre en lumière la nécessité de simplifier la gouvernance de la zone euro. L'expérience montre, par exemple, qu'un mécanisme de prises de décision basé sur la majorité simple au sein d'une institution commune, comme la Banque centrale européenne (BCE), est plus efficace et plus rapide qu'un mécanisme intergouvernemental ; et qu'il faut renforcer la convergence des économies de la zone et faciliter l'achèvement de l'Union économique et monétaire (UEM) dans l'esprit du « rapport des cinq présidents » publié en juin dernier (NDLR : il s'agit de Donald Tusk (Conseil européen) ; Martin Schulz (Parlement), Jean-Claude Juncker (Commission), Jeroen Dijsselbloem (Eurogroupe) et Mario Draghi (BCE)).

Dans quelle mesure la BCE peut-elle contribuer au renforcement du statut international de l'euro ?

Même si la perspective de voir l'euro jouer un rôle substantiel au niveau international aux côtés du dollar a pu être considérée par certains comme une motivation à sa création, cette promotion ne figure nulle part dans le traité. De même, en matière monétaire, le mandat principal de la BCE est de garantir la stabilité des prix. Nous ne favorisons ni ne décourageons le rôle international de l'euro, qui demeure essentiellement déterminé par les marchés.

Cela dit, l'avancée vers une véritable union financière, avec des marchés de capitaux européens mieux connectés, pourrait soutenir indirectement leur profondeur et leur liquidité et, ce faisant, le rôle international de l'euro. Même si ce renforcement n'est pas un objectif en soi, il témoignerait de la confiance continue du reste du monde dans la monnaie unique, mais aussi du succès de l'Union européenne dans l'achèvement de l'UEM.

Select info S.A.L.
"Only Your Selected Information"